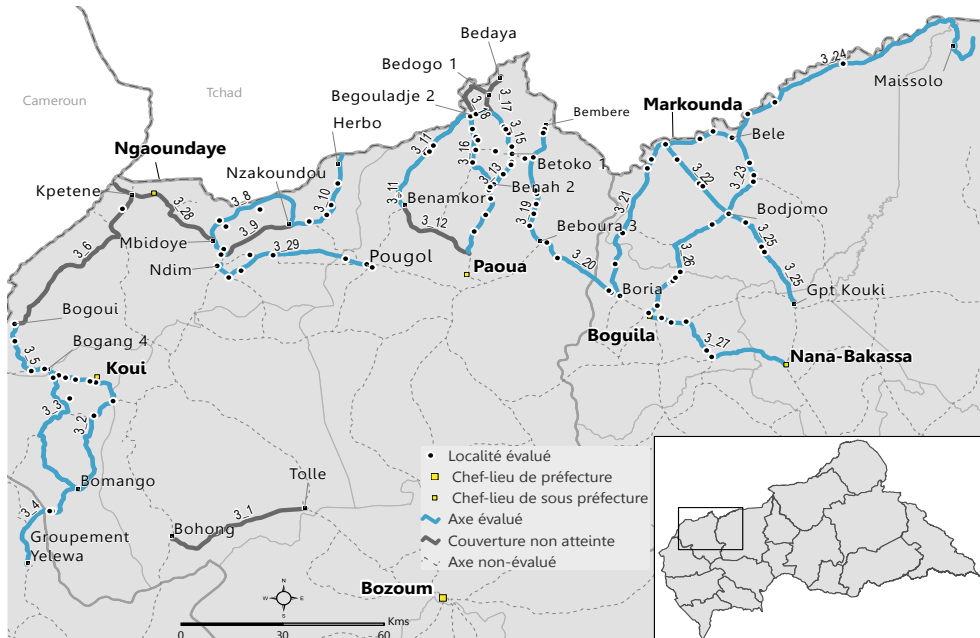


Suivi de la situation humanitaire des zones difficiles d'accès

Mars - Avril 2023

République centrafricaine | Nord-Ouest

COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE



Comment lire ce document ?

Ce document présente une analyse des principales données quantitatives collectées auprès d'informateurs clés (IC), concernant la situation humanitaire dans les localités situées à proximité de **20** axes dans la macro-zone Nord-Ouest durant la période entre le 15 mars et le 16 avril 2023. **Les résultats sont présentés en termes de pourcentages des localités évaluées et doivent donc être considérés comme indicatifs de la situation humanitaire des localités à proximité des axes évalués.**

Couverture

Nombre total d'entretiens :	485
Localités évaluées :	96
Axes évalués :	16

Type d'IC

Résidents dans la localité :	81%
Visiteurs récents dans la localité :	17%
Contact indirect avec la localité :	2%

DONNÉES CLÉS

(en % de localités évaluées, rapportées par les informateurs clés)

- 27%** où la présence de personnes déplacées internes (PDI) a été rapportée
- 46%** où au moins un habitant a subi un incident sécuritaire
- 89%** où la population avait accès à une école primaire fonctionnelle
- 4%** où la majorité de la population déplacée (PDI, réfugiés, rapatriés) habitait dans des abris inadéquats
- 60%** où la population avait accès à des services nutritionnels à distance de marche
- 8%** où la majorité des ménages avait un revenu mensuel inférieur à 10 000 XAF
- 22%** où la majorité de la population utilisait une source d'eau non-protégée et / ou non-améliorée comme source principale d'eau potable
- 24%** où une assistance humanitaire a été reçue au cours des 6 mois précédant la collecte de données, bien que cette aide ait été rapportée comme insuffisante à la fois en termes de qualité et de quantité pour **26%** de ces localités.

CONTEXTE

Depuis 2013, la République centrafricaine a été confrontée à plusieurs crises.¹ Celles-ci sont liées à plusieurs facteurs, notamment, à l'insécurité, aux conditions météorologiques, allant des inondations à la sécheresse, et aux tensions communautaires. S'ajoute à cela une infrastructure déjà faible.² Ainsi, la population s'est retrouvée face à plusieurs obstacles pour accéder aux services de base d'une part, et d'autre part, à l'impossibilité pour les acteurs humanitaire d'atteindre certaines zones. Les données concernant ces zones difficiles d'accès demeurent limitées. Dans ce contexte, REACH mène un suivi régulier de ces zones pour comprendre les besoins multisectoriels.

La région du nord-ouest demeure fortement touchée par le problème de l'insécurité. Plus précisément, le 21 janvier 2023, trois attaques ont été perpétrées dans cette zone, situées spécifiquement dans la préfecture de Nana-Mambéré, entraînant la destruction des installations administratives et de camions de marchandises.³ De surcroît, le nord-ouest demeure parmi les régions à risque élevé en ce qui concerne les incidents liés aux mines antipersonnel.⁴ Ces conditions limitent l'accès au service de base dans les préfectures déjà vulnérables et difficilement accessibles.

APERÇU DE L'ÉVALUATION

Le but de cette évaluation est de collecter, d'analyser et de partager régulièrement des informations actualisées sur les besoins multisectoriels dans des zones : i) inaccessibles ou difficiles d'accès, ii) où l'information humanitaire est insuffisante et iii) où les besoins sont les plus élevés. Depuis octobre 2020, les résultats sont partagés à l'échelle des quatre macro-zones ciblées : nord-est, nord-ouest, sud-est1 et sud-est2.

MÉTHODOLOGIE :

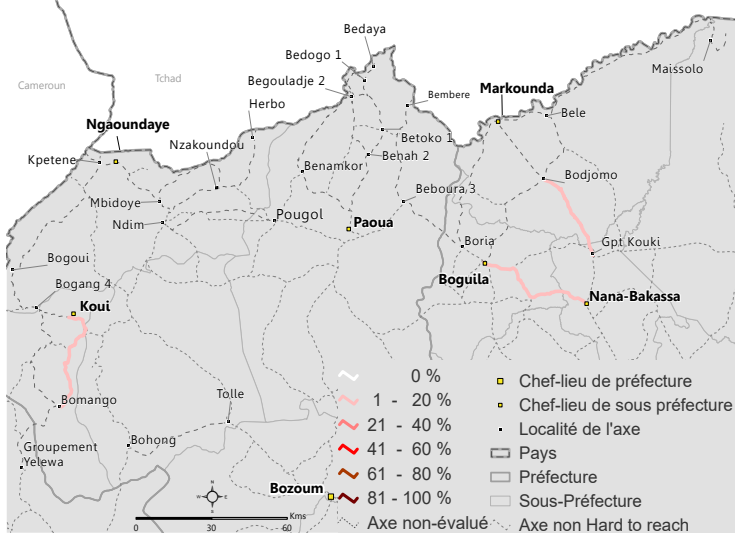
La méthodologie utilisée pour la collection des données est celle de la zone de connaissance. Elle consiste à interroger des informateurs clés, qui ont une connaissance profonde et récente sur les localités étudiées. De plus, des données qualitatives ont été collectées et analysées pour les sections sur la sécurité alimentaire et l'accès aux revenus. Pour plus d'information, merci de consulter [la méthodologie sur page 7](#).



DYNAMIQUES DES MOUVEMENTS DE POPULATION

La présence de PDI a été rapportée dans 27% des localités évaluées pendant que celle de retournés a été rapportée dans la majorité (79%), tandis que celle des rapatriés a été rapportée dans 69% des localités, provenant principalement des pays voisins, notamment le Tchad pour la majorité et le Cameroun.⁶ Selon les IC de ces localités, la forte présence des PDI était principalement expliquée par le sentiment d'un rétablissement de la sécurité (62%). D'autres estimaient un accès à des abris (12%). Dans 92% des localités où la présence de retournés ou de rapatriés a été signalée, ils n'avaient pas retrouvé leur habitation d'origine, principalement en raison de la destruction des habitations.

Présence rapportée de PDI en famille d'accueil ou en site



Parmi les **26** localités sur les axes évalués où la présence de PDI a été rapportée, la durée moyenne de déplacement des PDI hors de leur localité d'origine a été rapportée d'être **entre 5 et 12 mois** pour **37%** des localités évaluées et comprise **entre 3 mois et moins** pour **30%**.

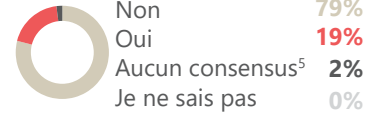
Dans **11%** de localités où la coexistence d'une population hôte et d'une population déplacée (PDI, retournés, rapatriés) a été rapportée (**92** localités), cette population déplacée représentait **plus de la moitié de la population totale**, par rapport à la population hôte.

Dans les localités où la population déplacée dépasse la population hôte, une gestion efficace des ressources est essentielle pour éviter les conflits et les tensions.

Occurrence d'un choc rapporté

(en % de localités évaluées)

Pour les **18** localités évaluées où un choc a été rapporté, le choc a entraîné un large départ de la population (affectant au moins la moitié des ménages), dans **14** de ces localités. Le genre de choc le plus fréquemment rapporté était **l'arrivée de groupes d'éleveurs transhumants (armés ou non) (8 localités)**.

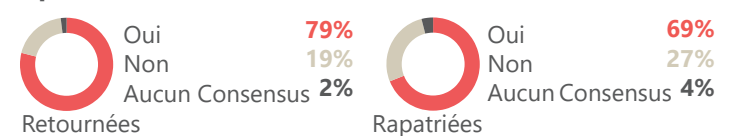


Raison principale du déplacement des PDI : (en % de localités évaluées ; 26 localités concernées où la présence de PDI a été rapportée; les 2 réponses les plus fréquentes)

Conflits armés **50%**

Arrivée de groupes d'éleveurs transhumants **27%**

Présence rapportée de personnes retournées et / ou rapatriées : (en % de localités évaluées)



Parmi les **90** localités où la présence des retournés et / ou rapatriés a été rapportée, au moins une personne n'a pas pu retrouver son habitation d'origine dans **92%** des localités évaluées, la raison principale rapportée était la **destruction de ces habitations (100%** de localités évaluées).

Raison principale de retour de la population retournée et / ou rapatriée : (en % de localités évaluées ; 90 localités concernées où la présence des retournés et / ou rapatriés a été rapportée; les 2 réponses les plus fréquentes ; Il y avait pas de consensus dans 24% des localités)

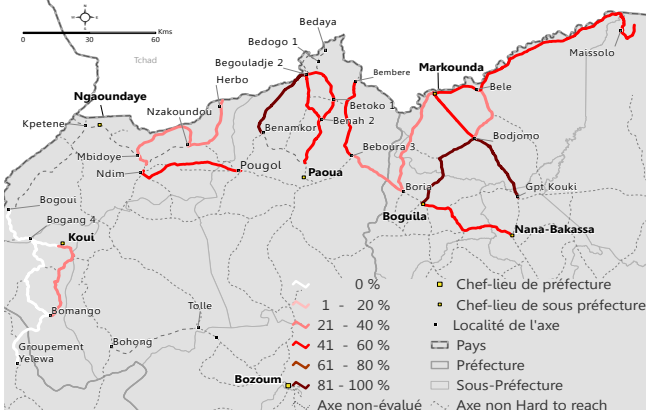
Meilleure qualité de vie **38%**
Regroupement familial **21%**



PROTECTION

Les localités difficiles d'accès dans le Nord-Ouest semblaient être les plus touchées par l'insécurité. Des incidents sécuritaires ont été rapportés dans 44 localités évaluées du Nord-Ouest ce qui représentait 46% de ces localités. L'incident le plus fréquemment mentionné a été la criminalité (32%) et les incidents liés à la transhumance (20%). De plus, la région du Nord-Ouest semblait être particulièrement affectée par des restrictions de mouvement, telles qu'observées dans 91% des localités évaluées. Ces restrictions étaient principalement attribuées à des préoccupations liées à la sûreté et à la sécurité. Les activités criminelles et les restrictions de mouvement pourraient perturber les activités économiques, le commerce et le quotidien ce qui affecterait les moyens de subsistance et le développement économique global de la région.

% de localités évaluées où au moins un habitant aurait subi un incident sécuritaire : (selon les IC)



Cas rapportés d'incidents ayant impliqué la mort de civils et des dommages aux habitations : (en nombre de localités évaluées)



*Questions pertinentes si un incident sécuritaire était déclaré dans la localité

Type de risque principal le plus fréquemment rapporté :

(en % de localités évaluées)

	Risque le plus rapporté	
Hommes	Criminalité (agressions, vols, etc.)	41%
Femmes	Maladies et Accouchement sans prise en charge	49%
Garçons	Mariage forcé	32%
Filles	Mariage forcé	50%

Dans **91%** de localités évaluées, il a été rapporté que la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité.

Relation entre la communauté locale et la communauté déplacée (PDI, retournés, rapatriés): (selon les IC, en % de localités évaluées ; 92 localités concernées où la coexistence d'une population hôte et d'une population déplacée (PDI, retournés, rapatriés) a été rapportée)

Bonne, collaboration positive **93%**
Aucun consensus **3%**
Fragile, existence de tensions **2%**
Neutre **1%**

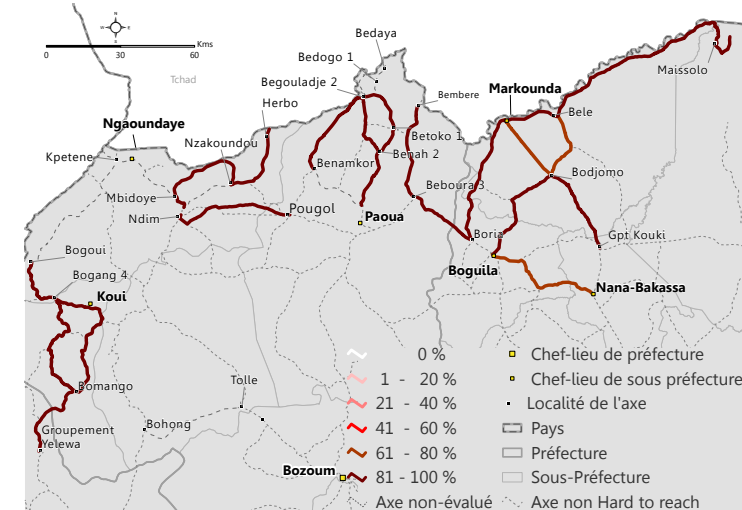


SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Les résultats suggèrent que l'accès suffisant à la nourriture n'était pas garanti pour la majorité. Dans 95% des localités évaluées, plus de la moitié ne bénéficiait pas d'un accès suffisant à la nourriture. Cette insuffisance poussait les ménages à mettre en place différentes stratégies de survie, telles que la consommation d'aliments sauvages (dans 86% des localités) et à emprunter de la nourriture ou à obtenir de l'aide d'un ami ou d'un parent (83%). Ces stratégies avaient également été mentionnées par les participants lors des groupes de discussion menés sur le sujet. L'insécurité (abordée lors de 6 groupes de discussions (FGD)), principalement la présence des groupes armés (5 FGD), se distinguait comme le principal facteur entravant un accès régulier à la nourriture dans le Nord-Ouest. Parallèlement, les problèmes liés à la transhumance (4 FGD) contribuaient aussi à entraver l'accès à la nourriture, car selon certains participants, le bétail détruisait leurs champs et présentait parfois un risque sécuritaire si les transhumants étaient armés. L'insécurité alimentaire prolongée et la perturbation des activités agricoles pouvaient entraîner des revers à long terme dans le développement communautaire. Le manque d'investissement dans l'éducation, les soins de santé et les infrastructures en raison de l'allocation des ressources aux besoins alimentaires immédiats pouvait entraver le développement durable.

% de localités évaluées où plus de la moitié de la population aurait un accès insuffisant à la nourriture :

(selon les IC)



Principales sources d'acquisition de biens alimentaires:

(selon les IC ; en % de localités évaluées; les 6 réponses les plus fréquentes)

	1 ^{ère}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	
Chasse	10%	42%	Chasse	15%
Aucun consensus	10%	25%	Aucun consensus	26%
Achat	60%	10%	Aucune source	6%
Troc	0%	2%	Troc	9%
Propre production	19%	17%	Propre production	35%
Dons d'amis	0%	2%	Dons d'amis	34%

Selon les IC, au cours du mois précédant la collecte des données, la part des dépenses allouées à l'alimentation par rapport aux dépenses totales était supérieure à la moitié dans **59%** des localités évaluées pour la majorité des ménages. Malgré ces allocations budgétaires importante, dans **95%** de ces localités, plus de la moitié des ménages ne disposaient pas d'un accès suffisant à une alimentation adéquate.

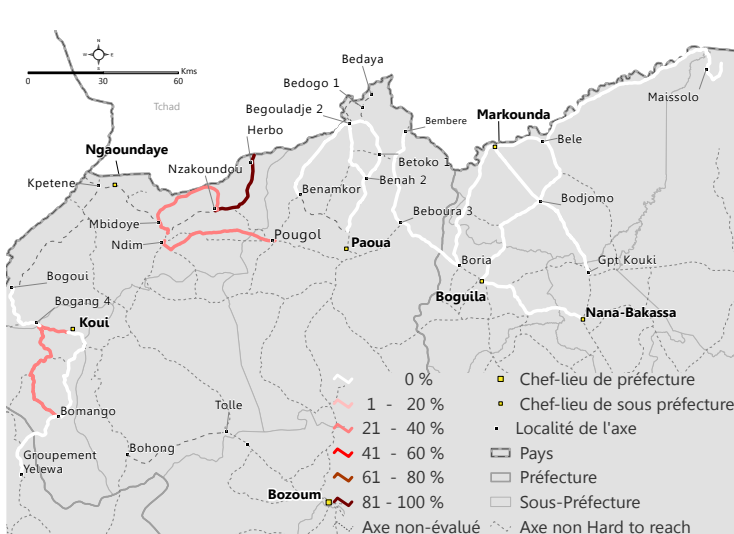


MOYENS DE SUBSISTANCE

L'agriculture restait la source de revenus la plus courante, mais elle était confrontée à plusieurs défis qui limitaient l'exploitation de son potentiel. Dans la vaste majorité des localités évaluées (83%), la majorité des ménages gagnait moins de 50 000 XAF. Au cours des 8 Focus Group Discussions (FGD) tenues dans divers axes du Nord-Ouest, les participants estimaient que ces revenus étaient insuffisants. Cette insuffisance de ressources se traduisait par une dépendance à diverses stratégies d'adaptation, diversifiées mais cruciales, ayant des répercussions significatives sur le bien-être des habitants de ces zones. Dans le cadre d'une discussion autour des conséquences d'un accès limité aux sources de revenu, les participants avaient également exprimé divers sentiments (6 FGD) tels que la souffrance, la tristesse, l'isolement, le stress et l'anxiété, mettant ainsi en lumière l'impact de ces expériences sur la santé mentale des habitants de ces zones. Cela était particulièrement pertinent pour les zones du nord-ouest, mettant en lumière l'importance des interventions pour soutenir la santé psychologique des communautés.

% de localités évaluées où le revenu moyen estimé de la majorité des ménages serait inférieur à 10 000 XAF :

(selon les IC ; en % de localités évaluées)



Principales sources de revenu des ménages :

(selon les IC ; en % de localités évaluées)

	1 ^{ère}	2 ^{ème}	3 ^{ème}
Agriculture / maraîchage	95%		
Pêche / Chasse / Cueillette		46%	
Petit commerce			26%

Les principaux défis entravant l'accès aux revenus, selon les participants aux FGD dans la zone, étaient étroitement liés à l'insécurité (6 FGD) et aux défis agricoles (mentionnés dans 4 FGD), plus précisément les dommages causés par les éleveurs aux champs. De plus, les barrières sur la route mises par les autorités limitant l'accès aux marchés et, par conséquent, la vente des produits agricoles, étaient évoquées comme un défis dans 4 FGD.

Parmi les **97%** de localités évaluées dans lesquelles il a été rapporté que des habitants possédaient du **bétail**, il s'agissait de **petit bétail** (caprins, porcins, volailles etc.) dans **97%** de cas.

Principales difficultés pour pratiquer l'agriculture pour la majorité de la population :

(selon les IC ; en % de localités évaluées ; les 2 réponses les plus fréquentes)

Cultures détruites par du bétail	40%
Manque de semences ou d'outils	22%

Accès à un marché fonctionnel pour la majorité de la population :

(selon les IC ; en % de localités évaluées)



Selon les IC, la durée de marche est supérieure à une heure dans 41% des localités évaluées dont la majorité de la population a accès à un marché fonctionnel.

NUTRITION

Bien que les résultats suggèrent que l'accès aux services de nutrition était relativement adéquat dans le Nord-Ouest, il demeurerait limité en raison de plusieurs défis. Parmi les 63 localités où un centre de nutrition était accessible d'après les IC, l'insuffisance de médicaments avait été rapportée comme un obstacle majeur dans 40% de ces endroits. En outre, les tarifs jugés élevés pour les services et le manque d'options de transport abordables représentaient d'autres barrières significatives. De plus, il apparaissait que dans la région du Nord-Ouest, la durée du trajet vers le marché le plus proche variait entre 1 et 3 heures pour 36% des localités, et pouvait s'étendre à plus de trois heures pour 10% d'entre elles. En somme, ces obstacles à l'accès aux services de nutrition mettaient en péril la santé et le bien-être des populations locales, augmentant le risque de malnutrition et d'autres problèmes de santé.

Accès rapporté à des services de nutrition fonctionnels pour la majorité de la population, à distance de marche :

(en % de localités évaluées)



Oui **60%**
Non **34%**
Aucun consensus/ Ne sait pas **5%**

Durée de marche vers le centre de nutrition le plus proche pour la majorité de la population de la localité

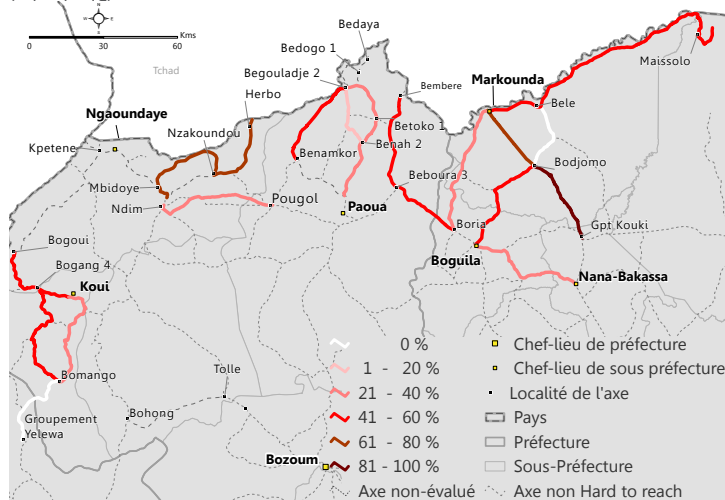
(en % de localités évaluées; 58 localités concernées où un centre de nutrition était déclaré accessible; selon les IC).

Moins de 15 minutes	22%
Entre 16 et 30 minutes	2%
Entre 30 minutes et une heure	17%
Entre une heure et 3 heures	36%
3h ou plus	10%
Aucun consensus	12%

SANTÉ

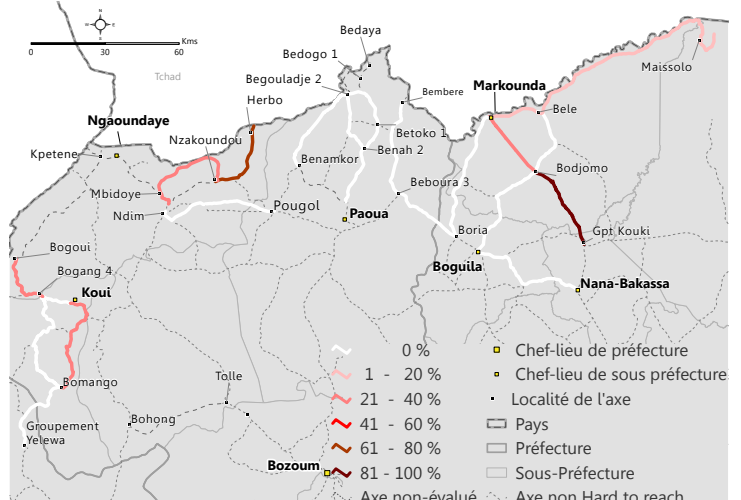
La région du Nord-Ouest présentait un risque élevé d'épidémies de maladies évitables.⁶ Pourtant, il semblait que les services de santé n'étaient pas suffisamment répandus dans la plupart des localités examinées. Seulement 54% de ces localités avaient un accès à un centre de santé en moins d'une heure de marche ou de transport en commun. La qualité des soins offerts n'atteignait pas toujours un niveau optimal. Un défi majeur résidait dans l'accès financier aux soins de santé (40%), comme l'avaient souligné les participants à 4 FGD en raison de contraintes de revenus. Cette lacune en matière d'infrastructures sanitaires pouvait expliquer pourquoi, aussi bien dans la zone du Nord-Ouest que dans d'autres régions, les maladies non prises en charge et les accouchements non assistés étaient les risques sécuritaires les plus souvent signalés. Ces lacunes en matière de soins de santé, combinées aux lacunes en matière de nourriture et d'eau, pourraient être à l'origine du taux de mortalité élevé dans des régions telles que le Nord-Ouest.⁷

% de localités où la distance aux services de santé serait plus d'une heure de marche pour la majorité de la population :



% de localités où l'accès aux services de santé en cas de besoin n'est pas possible pour la majorité de la population :

(selon les IC)



Présence d'un centre de santé à moins d'une heure de marche ou de transport le plus commun :

(en % de localités évaluées)



Oui **54%**
Non **44%**
Aucun consensus **2%**

La possibilité d'accéder aux soins de santé pour la majorité de la population en cas de besoin

(en % de localités évaluées)



Oui **88%**
Non **11%**
Aucun consensus **1%**
Je ne sais pas **0%**

Pour **53%** de localités évaluées, le type de structure sanitaire dans laquelle la majorité de la population se faisait soigner était un **centre de santé** et dans **32%** des cas un **poste de santé**. Les **hôpitaux** n'étaient mentionnés que dans **6%** des localités évaluées.

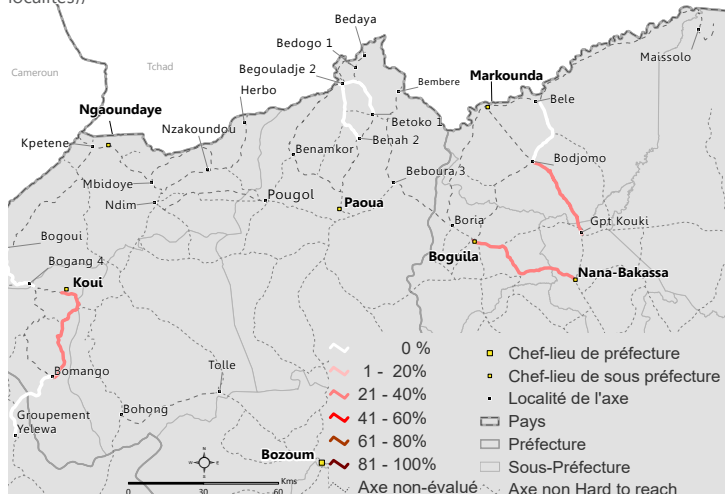
Principale difficulté rapportée pour bénéficier d'une prise en charge de services de santé pour la majorité de la population :

(en % de localités évaluées ; les 4 réponses les plus fréquentes)

Prise en charge financièrement inaccessible	40%
Aucun consensus	21%
Manque de médicaments disponibles	19%
Pas de moyens de transport	7%

Dans la majorité des localités étudiées, l'habitat à long terme en paille prédominait en tant que type d'abri le plus courant, avec de légères différences observées entre les divers groupes de population. La proportion de la population habitant des logements à long terme en paille était notamment très importante pour les populations déplacées (61%). Les populations retournées quant à elles habitaient plus souvent des tentes ou des abris collectifs relativement aux autres groupes, bien que cela restait peu courant (1% et 4% respectivement). Dans 84% des localités à accès difficile évaluées, les piles étaient désignées comme la principale source d'électricité utilisée dans la région du Nord-Ouest. Parallèlement, dans l'intégralité des localités, le charbon de bois demeurait la principale source d'énergie pour la cuisson, adoptée par la majorité des foyers, bien qu'il ne fût pas durable. L'usage massif de charbon de bois favorisait la déforestation, nuisant aux écosystèmes et à la biodiversité. De plus, il engendrait des risques pour la santé, émettant des particules nocives pouvant causer des problèmes respiratoires et des maladies.⁸

% de localités où la majorité de la population déplacée (PDI, réfugiés, rapatriés) vivrait dans des abris inadéquats bâtiments collectifs, abris d'urgence, tentes, sans abris : (selon les IC; Pourcentages calculés sur le total des localités où la présence d'une population déplacée (PDI, réfugiés rapatriés) a été rapportée (55 localités))



Type d'abris habité par la majorité des groupes de population : (selon les IC ; en % de localités évaluées)

	Population locale	Population déplacée*	Population retournée**
Habitat en paille	75%	61%	79%
Maison semi-dur	22%	7%	3%
Abri d'urgence en paille	0%	1%	3%
Abri d'urgence en bâche	0%	2%	1%
Aucun consensus	3%	4%	5%
NA	0%	24%	5%
Abri collectif	0%	0%	4%

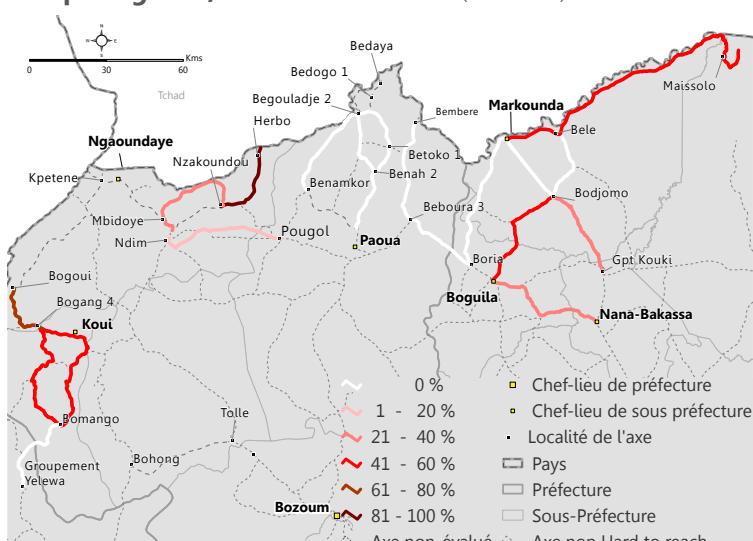
*Pourcentages calculés sur le total des localités où la présence d'une population déplacée (PDI, réfugiés rapatriés) a été rapportée (73 localités)

** Pourcentages calculés sur le total des localités où la présence d'une population retournées a été rapportée (76 localités)

EAU, HYGIÈNE, ASSAINISSEMENT (EHA)

Dans la région du Nord-Ouest, on constatait une amélioration relative de l'accès à l'eau par rapport à d'autres zones. Selon les IC, dans 70% des localités prises en compte, la principale source d'eau potable pour la majorité de la population locale était l'approvisionnement par forage mécanique. Cependant, des défis majeurs persistaient, notamment l'insuffisance des sources d'approvisionnement en eau et les longues attentes, affectant 63% des localités évaluées. Par ailleurs, la mauvaise qualité de l'eau représentait une problématique notable dans 24% de ces localités. En ce qui concerne les infrastructures sanitaires, l'utilisation de la défécation à l'air libre était observée dans 77% des localités évaluées. De plus, selon les informateurs clés, dans 81% de ces localités, la majorité des ménages ne disposaient pas d'un accès adéquat à des installations de lavage des mains fonctionnelles équipées d'eau et de savon. L'ensemble de ces éléments contribuait directement à la propagation de diverses maladies contagieuses. Étant donné le système de santé déjà précaire et le risque accru d'épidémies dans cette zone, les habitants de ces localités se trouvaient exposés à des risques sanitaires accrus.

% de localités évaluées où la source principale d'eau potable de la majorité de la population serait une source non protégée et/ou non améliorée* : (selon les IC)



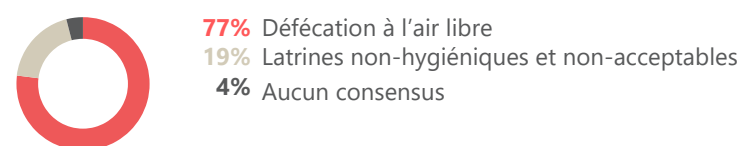
* Source non-protégée et / ou non-améliorée : eaux de surface (eau de rivière, de pluie, de lac, etc.), source d'eau non-aménagée et puits non-protégés (Source : [Programme commun de l'Organisation mondiale de la santé \(OMS\) et du Fonds des Nations unies pour l'enfance \(UNICEF\) de surveillance de l'approvisionnement en EHA \(JMP\)](#)).

Principales difficultés rapportées pour accéder aux ressources d'eau pour la majorité de la population :

(en % de localités évaluées ; les 2 réponses les plus fréquentes)

Sources insuffisantes et/ou attente trop longue	63%
Mauvaise qualité d'eau	24%

% de localités par principale pratique / infrastructure sanitaire utilisée par la majorité de la population : (selon les IC)



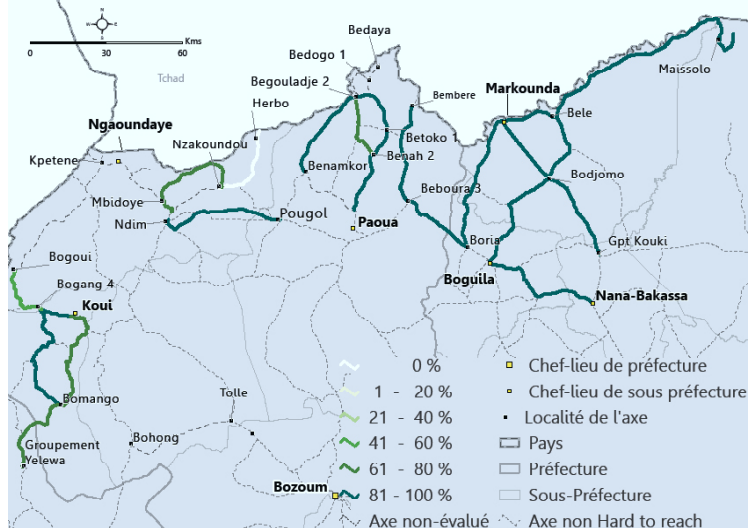
Pour **81%** de localités évaluées, aucun des ménages avait accès à des installations de lavage des mains fonctionnelles avec de l'eau et du savon, selon les IC.



ÉDUCATION

Dans 89 % des localités évaluées, il a été signalé qu'il existait une école primaire fonctionnelle. Selon les informations recueillies, dans 85 % de ces localités, l'école se trouvait à moins de 15 minutes de marche. Dans 87 % des localités, plus de la moitié des garçons fréquentaient l'école, tandis que cette proportion n'était que de 64 % pour les filles, suggérant ainsi un accès plus restreint à l'éducation pour ces dernières. Dans l'ensemble, l'accès à l'éducation était compromis par divers défis, notamment l'insuffisance de personnel qualifié, le déficit en mobilier scolaire et en infrastructures, ainsi que, parfois, le coût élevé des frais de scolarité pour la population. Un accès limité à l'éducation pourrait engendrer la persistance de la pauvreté, des inégalités sociales, une santé défavorable, un manque de conscience des droits, une vulnérabilité accrue face aux crises et entraver le processus de développement.

% de localités évaluées où la majorité de la population a accès à des services d'éducation primaire formelle* fonctionnels : (selon les IC)



*« L'enseignement formel est un enseignement institutionnalisé, volontaire et planifié au travers d'organismes publics et d'entités privées reconnues qui ensemble constituent le système éducatif formel d'un pays. Les programmes d'enseignement formel sont donc reconnus en tant que tels par les autorités nationales compétentes pour l'éducation ou des autorités équivalentes, c'est-à-dire toute autre institution en coopération avec les autorités nationales ou infranationales compétentes pour l'éducation. » (Source : Institut de statistique de l'UNESCO, Classification internationale type de l'éducation, CITE, 2011).

Fréquentation régulière (au moins 4 jours par semaine) d'une école formelle par les enfants entre les âges de 5 à 12 ans : (% de localités évaluées où une école fonctionnelle a été rapportée comme accessible; 85 localités concernées)

	Garçons	Filles
Très peu (< 25%)	2%	7%
Moins de la moitié (entre 25% et 50%)	11%	16%
Plus de la moitié (entre 50% et 75%)	36%	44%
Une large majorité (> 75%)	32%	19%
Totalité	0%	0%
Aucun consensus	19%	14%

Principale difficulté rapportée pour les enfants d'accéder à une éducation formelle et régulière :

(% de localités évaluées où une école fonctionnelle a été rapportée comme accessible; 85 localités concernées ; les 5 réponses les plus fréquentes)

	Garçons	Filles
Manque de personnel et d'enseignants qualifiés	29%	24%
Manque de mobilier scolaire et d'infrastructures	23%	23%
Aucun consensus	17%	18%
Frais scolaires trop chers pour la population	13%	13%

REDEVABILITÉ, COMMUNICATION

Dans la région du Nord-Ouest, parmi les zones examinées, seulement 23 localités (24%) ont signalé avoir bénéficié d'aide humanitaire au cours des 6 mois précédant la collecte de données, cette aide a été rapportée comme insuffisante en termes de qualité et de quantité pour 9 de ces localités. Néanmoins, la majorité des localités évaluées (15) considéraient que l'aide humanitaire reçue répondait aux besoins de la population. En effet, les besoins prioritaires les plus souvent mentionnés par les informateurs clés étaient les besoins fondamentaux tels que l'accès à l'eau (80%), aux soins médicaux (58%) et à l'éducation des enfants (41%). La région du Nord-Ouest se distinguait par le besoin en alimentation le plus élevé (35%). La couverture téléphonique demeurait un défi dans ces régions. Dans la majorité des localités évaluées (44%), aucune couverture téléphonique n'était disponible, marquant ainsi des disparités entre les axes évalués.

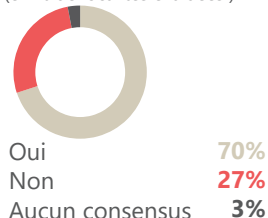
Assistance humanitaire reçue et rapportée au cours des 6 derniers mois : (en % de localités évaluées ; au cours des 6 mois précédant la collecte de données)



Parmi les 23 localités où une aide humanitaire a été rapportée au cours des 6 derniers mois, cette aide a été rapportée comme insuffisante en termes de qualité et de quantité pour 9 de ces localités.

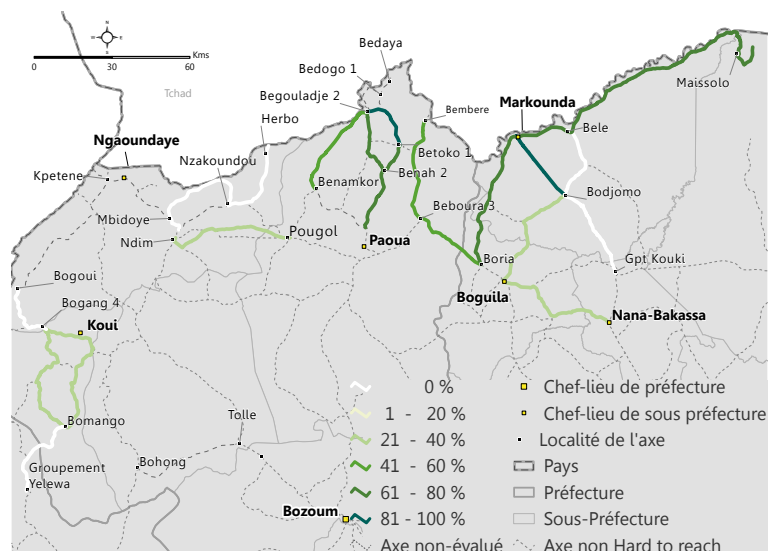
Accès rapporté à une radio et / ou à des émissions radiophoniques pour la majorité de la population :

(en % de localités évaluées)



Un accès fréquent à la radiodiffusion assure à la population une source capitale d'informations, sur les événements contemporains, et des actualités. Ces localités semblent bien connectées par rapport aux autres régions en République centrafricaine, alimentant ainsi les canaux par lesquels les informations sur l'aide humanitaire peuvent être communiquées.

Couverture (en continu ou par intermittence) par un réseau téléphonique : (selon les IC ; en % de localités évaluées)



MÉTHODOLOGIE

La méthodologie utilisée (Zone de connaissance / Area of Knowledge) a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager régulièrement des informations actualisées concernant la majorité de la population vivant dans des zones i) inaccessibles ou difficiles d'accès, ii) où l'information humanitaire est insuffisante ou obsolète et iii) où les besoins sont les plus élevés.

En particulier, cette méthodologie vise à collecter des données relatives aux dynamiques du déplacement des populations, aux besoins humanitaires et à l'accès aux services de base.

Les données ont été collectées entre le 15 mars et le 16 avril 2023 par les équipes REACH à travers des entretiens structurés, sur la base d'un questionnaire quantitatif multisectoriel, auprès d'IC identifiés en fonction de leurs connaissances récentes (datant de moins d'un mois) et détaillées des localités évaluées.⁹

Lors de l'analyse des données, les informations sur les localités ciblées sont, agrégées, puis analysées à l'échelle des axes représentés sur les différentes cartes de ce document. Ces données sont rapportées par axe sur toutes les cartes, tandis que leur moyenne arithmétique à l'échelle de la macro-zone est représentée dans les différents tableaux et graphiques.

L'agrégation par localité de plusieurs données a été réalisée selon des critères de pondération préétablis.¹⁰ Des seuils minimaux (en pourcentage) de localités à évaluer pour chaque axe ont été établis, sur la base du nombre total de localités connues situées le long de l'axe.¹¹ Les axes pour lesquels les seuils minimaux préétablis n'ont pas été atteints n'ont pas été intégrés dans l'analyse et sont indiqués sur les cartes comme "couverture non-atteinte".

La collecte de données qualitatives, axée sur la sécurité alimentaire et l'accès aux revenus, s'est déroulée entre le 15 mars et le 16 avril 2023. Elle a pris la forme de discussions de groupe en complément de la composante quantitative du HSM. Ces échanges ont rassemblé divers membres de la communauté provenant de différentes localités alignées sur un même axe géographique. Les entretiens ont été réalisés séparément pour les groupes de femmes et d'hommes. La section portant sur la sécurité alimentaire a utilisé un guide thématique spécifique, mobilisant les connaissances de 56 participants lors de 8 FGD au total.

Pour plus d'information détaillées sur les méthodologies qualitatives et quantitatives, merci de consulter l'aperçu méthodologique en suivant [ce lien](#).

NOTES DE FIN

À PROPOS DE REACH

REACH facilite le développement d'outils et de produits d'information qui renforcent la capacité des acteurs de l'aide à prendre des décisions fondées sur des données quantitatives et qualitatives dans des contextes d'urgence, de relèvement et de développement. REACH utilise des méthodologies basées sur la collecte et l'analyse approfondie des données, et toutes ses activités sont menées au travers des mécanismes inter-agences de coordination humanitaire. REACH est une initiative conjointe de IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche - Programme d'applications satellitaires opérationnelles (UNITAR-UNOSAT).

1 Crisis Group. Dix ans après le coup d'État, la République centrafricaine. Crisis Group. (Mars, 2023).

2 World Bank Group. (2019). Central African Republic - Priorities for Ending Poverty and Boosting Shared Prosperity: Systematic Country Diagnostic. World Bank Group.

3 Crisis Group. Dix ans après le coup d'État, la République centrafricaine. Crisis Group. (Mars, 2023).

4 OCHA. (2023). Aperçu des besoins humanitaires 2023 pour la RCA.

5 Dans les cas où les IC donnent des réponses divergentes sur une même localité, et où les critères d'agrégation des données ne suffisent pas pour déterminer une réponse unique, la mention "Aucun consensus" est utilisée.

Les "ménages rapatriés" désignent spécifiquement des individus ou des ménages qui reviennent dans leur pays d'origine après avoir franchi les frontières nationales pour s'installer temporairement ou durablement à l'étranger. En revanche, les "ménages retournés" désignent des individus ou des familles qui reviennent dans leur lieu de résidence antérieur, mais sans avoir nécessairement quitté le territoire national.

6 Idem.

7 REACH. (2023). The Central African Republic's Silent Health Crisis.

8 Zulu, L. C., & Richardson, R. B. (2013). Charcoal, livelihoods, and poverty reduction: Evidence from sub-Saharan Africa. *Energy for Sustainable Development*, 17(2), 127-137.

9 Les IC ont été identifiés parmi les résidents de la localité, si joignables par téléphone ; les personnes déplacées originaires de la localité ; les commerçants / voyageurs / conducteurs ayant l'habitude de se rendre régulièrement dans la localité ; les résidents de la localité se trouvant temporairement dans une localité accessible / joignable par téléphone ; les travailleurs des organisations non-gouvernementales (ONG) ou des privés travaillant pour des ONG.

10 Critères basés sur la fréquence des réponses ; le type d'IC ; la priorisation des informations / réponses considérées comme particulièrement pertinentes, bien que moins fréquentes. Dans les cas où ces critères ne suffisent pas pour l'agrégation, la réponse est rapportée comme "Aucun consensus" ou "AC".

11 Nombre total de localités sur les axes selon la base de données du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, disponible sur Humanitarian Data Exchange (HDX) et la vérification in situ des chargés de terrain REACH. De 1 à 6 localités le long de l'axe : 50% de localités à évaluer ; de 7 à 10 localités : 33% ; de 11 à 20 localités : 20% ; 21 localités et plus : 10%.